

Au Brésil comme ailleurs, les luttes et les libertés ne doivent pas disparaître pour cause de Coupe du monde de football !

Du 12 juin au 13 juillet, la Coupe du monde de football a lieu au Brésil. En 2016, les Jeux Olympiques seront organisés dans ce pays ♦ Pour ces deux événements sportifs et commerciaux, des sommes colossales sont dépensées, alors que nombre de besoins essentiels de la population ne sont pas satisfaits, loin de là. ♦ Par ailleurs, la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) comme le Comité International Olympique (CIO) ont la détestable habitude de s'accommoder sans sourciller avec des régimes totalitaires. ♦ La FIFA, le CIO et les états qui les soutiennent, notamment en leur accordant d'importants fonds publics et en cautionnant, méprisent les populations qui vivent dans les pays où ils organisent ces compétitions sportives internationales : dépenses somptueuses, déplacements autoritaires de populations, répression, accompagnent souvent ces initiatives ; le Brésil n'y échappe pas.

Nous affirmons notre solidarité avec celles et ceux qui, au Brésil, refusent que la Coupe du monde de football soit le prétexte à de graves mesures, qui attaquent directement la population, particulièrement les plus pauvres et visent spécifiquement celles et ceux qui résistent et exigent le respect des droits fondamentaux :

- ➔ **Projet de loi étendant très dangereusement le possible recours aux mesures « antiterroristes »**
- ➔ **Interdiction et répression envers les manifestations.**
- ➔ **Campagnes diffamatoires envers celles et ceux qui s'opposent à la remise en cause des libertés.**
- ➔ **Occupation de favelas par des forces militaires et de police, qui prolonge les innombrables expulsions opérées pour les chantiers de la Coupe du monde et des JO de 2016. Plus de 170 000 familles ont été jetées à la rue !**
- ➔ **Organisation d'une prostitution à grande échelle dans toutes les villes où auront lieu les matchs, avec ce que cela implique en termes de violences et de négation des droits humains.**

Des organisations syndicales et des mouvements sociaux brésiliens organisent la résistance et refusent à juste titre d'y renoncer pour cause de Coupe du monde de football. « *L'argent parvient à la FIFA et aux entreprises. Nous voulons de l'argent pour la santé, l'éducation, le logement, les transports collectifs et la réforme agraire* », affirment-ils, et ils ont raison !

Une fois de plus, un « grand événement sportif », qui se traduit par des milliards de bénéfices (durant la Coupe mais aussi avant et après !) pour les multinationales de Construction, de Médias, de Commerce, etc., est le prétexte à de graves attaques contre les travailleurs et les travailleuses, contre les populations les plus pauvres, contre les libertés de tous et toutes.

L'été dernier, de gigantesques manifestations dans de nombreuses villes brésiliennes ont mis en lumière les problèmes sociaux que connaît ce pays ; des grèves ont lieu chaque jour et d'importants mouvements récents montrent que les travailleurs et les travailleuses ne tairont pas leurs légitimes revendications durant la Coupe du monde, les mouvements de sans-terre luttent sans relâche pour la survie de millions de personnes, d'autres combattent pour le droit au logement tandis que l'armée détruit les bidonvilles sans se soucier le moins du monde des habitants et habitantes, de nouvelles manifestations de masse se font jour, des expériences autogestionnaires de réappropriation de terres, de moyens de production et de lieux de vie sont menées... Nous sommes solidaires : leur lutte est notre lutte !

Nous organisons des rassemblements de soutien le 12 juin, jour de l'ouverture de la Coupe du monde mais aussi d'importantes manifestations de rues au Brésil ; à Paris, nous nous rassemblerons à proximité de l'ambassade du Brésil.

Nos organisations décident également de mener ensemble une campagne d'information sur la situation sociale et des Droits de l'Homme au Brésil, par des actions de popularisation (bulletin d'informations, réunions publiques, tournois de football, ...)

Premières organisations signataires : AITEC/IPAM, Alternative Libertaire, CNT, CNT-SO, Droit Au Logement, Ensemble, NPA, No-Vox, Sortir du colonialisme, Union syndicale Solidaires, ...